



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



ASSOCIATION
DE LA VILLE ET
DES COMMUNES DE LA
REGION DE
BRUXELLES-CAPITALE
SECTION CPAS



AFDELING
OCMW'S



Vos ref.:

Nos ref.: CE/TJ/MC/ern/pvs/cdk/cb//b

Vos corresp.: (UVCW) Christophe ERNOTTE 081.24.06.50
(VVSG) Piet VAN SCHUYLENBERGH 02.211.55.27
(AVCB) Christine DEKONINCK 02.238.51.56

Annexe(s):

Madame Marie ARENA,
Ministre de l'Intégration sociale, des
Pensions et des Grandes villes
Rue Ernest Blérot, 1

1070 BRUXELLES

Bruxelles, le 15 décembre 2008

Madame la Ministre,

Concerne: Cohérence des réformes institutionnelles

Nos Fédérations ont été informées de volontés de régionalisation de certaines matières intéressant les CPAS. A l'instar de notre courrier du 3 juillet 2008 vous adressé sur le maintien au Fédéral des dispositifs d'activation des CPAS, nous souhaitons également vous faire part de nos réflexions concernant ces thématiques.

L'article premier de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS énonce que toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine; tout en confiant cette mission aux CPAS.

- Cette mission est très large et elle ne se limite pas à l'attribution d'aide financière. Permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine implique que les CPAS permettent à chacun de se nourrir, de se vêtir, de se loger, de se chauffer, de disposer de gaz et d'électricité, de se soigner, d'avoir accès aux soins médicaux et pharmaceutiques et de connaître un épanouissement culturel, une participation sociale. Cette mission constitue une application concrète du concept des droits de l'homme.

En vue de la mise en œuvre de cette mission, le Fédéral a mis à disposition des CPAS différents outils, en complément à la loi organique du 8 juillet 1976 des CPAS:

- les fonds gaz et électricité tels que prévus par la loi du 4 septembre 2002;
- le fonds social mazout;
- les subsides accordés aux CPAS en matière d'épanouissement social, culturel et sportif;
- les subventions aux CPAS pour lutter contre la fracture numérique.

La concentration de l'ensemble de cette réglementation à un seul niveau et le positionnement des CPAS en tant qu'acteur important dans la politique a permis l'élaboration d'une politique cohérente et a fourni plus de clarté aux CPAS qui sont amenés à mettre en œuvre ces missions.

Eu égard à ces éléments, nous ne pouvons accepter, dans le cadre des réformes institutionnelles, qu'il soit question de régionaliser la législation relative à ces fonds et subsides. Comme nous l'avons précisé dans notre courrier du 3 juillet 2008, nous nous opposons, pour ces mêmes raisons, au transfert éventuel aux services régionaux pour l'emploi de la mission fédérale attribuée aux CPAS dans le cadre de la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale en vue de l'activation des bénéficiaires de l'intégration sociale.

In fine, les CPAS doivent pouvoir aider les personnes à trouver leur place dans la société. Il est donc important que des instruments comme la participation sociale restent au niveau fédéral. Ces différents instruments amènent les CPAS à développer une vision plus active de leur mission sociale.

Ne pas respecter ces principes reviendrait à détricoter la dignité humaine, procéderait à un retour vers l'assistance sociale qui existait du temps des commissions d'assistance publique et induirait une énorme perte de cohérence dans ces matières au détriment des plus démunis de nos concitoyens.

N'oublions jamais que, si malgré les crises économiques importantes que la Belgique a traversé après la guerre, le taux de pauvreté est resté un des plus bas au monde, l'exclusion exceptionnelle et le bien-être en croissance, c'est grâce à un dispositif de protection sociale performant dont les CPAS sont un des rouages essentiels, et en tout cas le dernier maillon. Alors que nous sommes à la veille de devoir faire face à des défis importants, notre pays a besoin de ces stabilisateurs sociaux pour pouvoir protéger les plus vulnérables dans notre société.

Nous espérons que nos préoccupations vous tiendront à cœur. Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de notre considération très distinguée.

Claude EMONTS,
Président de la Fédération
des CPAS de l'Union
des Villes et Communes
de Wallonie

Michel COLSON,
Président de la Section CPAS de
l'Association de la Ville et des
Communes de la Région de
Bruxelles-Capitale

Theo JANSSENS,
Voorzitter van de Afdeling
OCMW's van de Vereniging van
Vlaamse Steden en Gemeenten

Ce courrier est également adressé:

- Aux Ministres du Gouvernement fédéral:

Yves Leterme, Premier-Ministre; Patrick Dewael, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur; Joëlle Milquet, Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi; Laurette Onkelinx, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique; Didier Reynders, Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles; Jo Vandeurzen, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles; Paul Magnette, Ministre du Climat et de l'Energie; Jean-Marc Delizée, Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté.

- Aux Ministres-Présidents des Communautés et Régions;

- Aux Chefs de groupes politiques de la Chambre des Représentants;

- Au Président du SPP Intégration sociale, Julien Van Geertsom;

- Aux Présidents des Partis politiques.